



Un réseau féministe panafricain qui fait du droit des femmes une réalité quotidienne.

1 143 organisations membres dans plus de 35 pays africains, reliées par les données ouvertes, le plaidoyer continental, les subventions, la formation et la protection.

1 143

organisations membres

35+

pays africains

9,78 M

femmes et filles accompagnées depuis 2013

6

bureaux, siège à Accra

12

outils de données ouvertes

15

cours gratuits et certifiants

QUI NOUS SOMMES

Les droits conquis sur le papier, défendus sur le terrain

Le RFLD est un réseau féministe panafricain de 1 143 organisations dirigées par des femmes dans plus de 35 pays africains. Nous relions les droits que les Africaines ont obtenus dans le droit continental aux communautés, aux parlements et aux budgets où ces droits se réclament. Les membres mènent le travail dans leurs communautés ; le RFLD les appuie avec des données, du plaidoyer, des subventions, de la formation et de la protection.



Rencontre du réseau RFLD

SOMMAIRE

Le RFLD en bref	2
Notre manière de travailler	3
Six domaines d'action	4
Droits et représentation	5
Gouvernance, espace civique et protection	6
Justice économique et climatique	7
Mettre fin aux pratiques néfastes	8
Paix, sécurité et santé	9
Données ouvertes : le DONÛESÉ Data Center	10
Académie francophone et Suite RFLD	11
Subventions	12
Résultats, recherche et voix	13
Gouvernance et redevabilité	14
Partenariats et contacts	15

FAITS CLÉS

Nom légal	Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD)
Création	2013
Statut	Organisation internationale au Sénégal ; ONG enregistrée au Ghana, au Bénin, au Nigeria et en Gambie
Siège	Bureau Afrique, Accra, Ghana
Bureaux	Accra (Bureau Afrique et siège), Porto-Novo et Dakar (pôles francophones), Banjul (liaison CADHP), Lagos (bureau Nigeria), Igolo (plateforme des membres)
Réseau	1 143 organisations : 670 organisations membres et 473 organisations bénéficiaires de la Suite RFLD
Langues	Français et anglais, portugais pour l'Africa Grant Portfolio
Ancrage continental	Statut d'observateur auprès de la CADHP n° 553 ; membre du groupe d'appui à la Rapporteuse spéciale sur les défenseurs (Résolution 602) ; membre de SOAWR ; coprésident du Conseil consultatif du programme SEA-T (BMZ/GIZ)
Dons depuis les États-Unis	Équivalence 501(c)(3) NGOsource ; RFLD American Friends Fund chez Myriad USA
Redevabilité	Audits externes sans réserve ; sceau de transparence Candid ; publication IATI
Direction	Dossi Sèkonou Gloria AGUEH, Directrice Afrique et fondatrice ; Hélène WOUINSOU, Présidente du Conseil d'administration

9,78 M
femmes et filles
accompagnées entre 2013 et
2026

1 143
organisations dans le réseau

5
pays d'enregistrement

2013
année de création

NOTRE MODÈLE

Quatre fonctions, un seul réseau

La plupart des organisations séparent ces fonctions. Le RFLD les fait tourner comme un seul cycle : chacune renforce les autres, et une subvention accordée à un programme profite à tout le réseau.

01

Données ouvertes

Douze outils gratuits montrent où les États tiennent leurs engagements et où ils échouent.

02

Pôles de plaidoyer

Les preuves vont à la Commission africaine, aux organes de l'UA, à la CEDEAO et aux parlements.

03

Redistribution de fonds

Le Fonds féministe d'Afrique de l'Ouest et l'Africa Grant Portfolio font arriver l'argent aux groupes de base.

04

Programmes directs

Des programmes phares comme PAWELE et BRAVE forment des leaders et bâtissent des systèmes durables.



Sommet ouest-africain des données féministes, 2026

THÉORIE DU CHANGEMENT

NIVEAU 1

Des leaders

Femmes et filles acquièrent les compétences, la sécurité et les réseaux pour diriger, du conseil local aux institutions continentales.

NIVEAU 2

Des institutions solides

Les organisations de femmes se dotent des politiques, des finances et de la sécurité qui leur permettent de grandir et de tenir face aux pressions.

NIVEAU 3

Un changement systémique

Les lois, les budgets et les normes évoluent, et les États rendent compte au regard du Protocole de Maputo et de la CADEG.

Les principes que nous nous imposons

Piloté par les membres. Les membres fixent les priorités en Assemblée générale.

Bilingue par principe. Travailler en français et en anglais relie des mouvements que les financements séparent souvent.

Mesure féministe. Récolte des effets et changement le plus significatif, avec des tableaux de redevabilité trimestriels.

Subventions fondées sur la confiance. Financement souple, avec formation financière, évaluation de sécurité, soutien psychosocial et mise en relation avec des bailleurs.

Souveraineté des données. Les données des partenaires leur appartiennent.

Égalité et inclusion. Au moins 50 % de participation des femmes et un guichet dédié aux groupes vulnérables.

L'Afrique a écrit certains des textes les plus avancés au monde sur les droits des femmes. Le RFLD existe pour les faire vivre dans le quotidien des femmes et des filles, avec leurs organisations au centre.

CE QUE NOUS FAISONS

Six domaines d'action ancrés dans le droit africain

Chaque domaine s'appuie sur un instrument continental et se met en œuvre avec les organisations membres les plus proches des femmes concernées. Ensemble, ils couvrent les droits dont les femmes ont besoin pour vivre en sécurité, décider librement, gagner leur vie et diriger.

PROTOCOLE DE MAPUTO**Droits en santé sexuelle et reproductive**

Autonomie corporelle au titre des articles 2, 4, 5 et 14 du Protocole de Maputo, portée par le programme BRAVE et les organisations membres.

CHARTRE AFRICAINE**Espace civique**

Liberté d'association, d'expression et de réunion, dans la rue, devant les tribunaux et en ligne, au titre de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

RCSNU 1325**Défenseuses, paix et sécurité**

Protection des défenseuses des droits humains et place des femmes au cœur de la médiation, de l'alerte précoce et du relèvement.

AGENDA 2063**Justice économique et climatique**

Droits fonciers et successoraux, adaptation menée par les femmes, économie du soin et transition juste, au titre des articles 19 et 21.

CADEG**Les femmes au pouvoir**

Leadership politique des femmes avec PAWELE, suivi de la CADEG et veille législative en Afrique de l'Ouest.

ARTICLE 5**Mettre fin aux MGF et au mariage d'enfants**

Abandon des pratiques néfastes porté par les communautés, au titre des articles 5 et 6, avec les familles, les aînés, les responsables religieux et les survivantes.

Le socle juridique

Adopté en 2003 et ratifié par 44 des 55 États membres de l'Union africaine, le Protocole de Maputo compte parmi les traités les plus avancés au monde sur les droits des femmes. Avec la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (2007) et l'Acte additionnel de la CEDEAO sur l'égalité des droits (2015), il offre un cadre juridique à chacun de nos domaines. Le fossé se situe dans la mise en œuvre : c'est là que le RFLD travaille.

44

États ont ratifié le Protocole

55

États suivis par le Maputo Protocol Hub

15

États de la CEDEAO dans la plateforme législative

4

programmes phares



Le réseau lors d'un atelier régional

01

Droits et représentation

Au RFLD, les droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) et la participation politique des femmes forment un seul agenda. Une femme qui ne peut pas décider pour son propre corps ne peut pas pleinement prendre part à la vie publique, et les lois changent peu sans femmes là où elles s'appliquent.



Prise de parole lors d'un dialogue sur les droits des femmes

DSSR

BRAVE : droits corporels et élimination des violences

BRAVE forme des organisatrices communautaires, soutient la recherche féministe et pousse à la mise en œuvre de l'article 14 du Protocole de Maputo : levée de l'exigence du consentement du conjoint pour la contraception, avortement sécurisé dans les cas prévus à l'article 14(2)(c), éducation complète à la sexualité dans le cadre légal de chaque pays.

LEADERSHIP

PAWELE : leadership et égalité des femmes africaines

PAWELE prépare les femmes à se présenter, à gagner et à gouverner, du conseil local au parlement : stratégie de campagne, financement, médias et sécurité des candidates, rédaction législative, travail en commission et contrôle budgétaire pour les élues, plaidoyer pour les lois sur la parité.

VIOLENCES

Boîte à outils contre le cyberharcèlement

Outil juridique 2026 et plaidoyer pour la Convention 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement au travail.

DIGNITÉ

Contre la stigmatisation

Une approche de réduction de la stigmatisation liée au VIH, à l'infertilité et au handicap, et un soutien aux survivantes.

LANGUES

Les droits en langues locales

Le Protocole de Maputo en audio professionnel en haoussa, zarma, yoruba et goun, pour les femmes qui ne lisent ni le français ni l'anglais.

Ce que l'investissement rend possible

- Le Baromètre de Maputo chaque année pour chaque État, avec un appui aux rapports alternatifs de la société civile.
- Des cohortes PAWELE avant chaque cycle électoral : plus de femmes candidates et des élues prêtes à légiférer.
- Des campagnes nationales BRAVE sur le consentement, l'éducation à la sexualité et l'article 14, appuyées par la recherche.
- Les droits dans davantage de langues : nouveaux enregistrements, radios communautaires et groupes d'écoute.

02

Gouvernance, espace civique et protection

Le RFLD prépare les femmes à diriger, donne à la société civile les données pour tenir les États à leurs engagements et protège les défenseuses des droits humains qui tiennent ce terrain.

GOUVERNANCE

Veille législative

La plateforme législative ouest-africaine et le Hub CADEG, l'observation électorale sensible au genre et les contributions à l'Examen périodique universel.

GOUVERNANCE

Suivre l'argent public

Analyse budgétaire sensible au genre et suivi des dépenses publiques avec la société civile et les parlementaires.

GOUVERNANCE

Des médias qui rendent la redevabilité visible

Formation des journalistes et des radios communautaires au traitement sensible au genre et aux finances publiques, avec la sécurité des femmes journalistes.

Protéger les défenseuses : NAFASI et CHARM Africa

Le RFLD est partenaire de deux consortiums financés par la Suède (Sida). Dans NAFASI (2026 à 2028), qui défend l'espace civique numérique africain, le RFLD pilote l'intégration du genre et la protection des défenseuses, et anime les guichets d'assistance en sécurité numérique en français et en portugais. CHARM Africa réunit société civile, médias et organisations de droits humains en Afrique subsaharienne.

- Plaidoyer continental au sein du groupe d'appui à la Rapporteuse spéciale sur les défenseurs : déclarations orales et rapports alternatifs.
- Recherche annuelle sur les défenseuses en Afrique subsaharienne.
- African Digital Safety Compendium : 110 défenseuses formées à la résilience numérique en 2026.
- Orientation des défenseuses en danger vers Front Line Defenders, ProtectDefenders.eu, l'AWDF et les réseaux régionaux.



RÉSILIENCE ORGANISATIONNELLE DES MEMBRES

Politiques

Protection des données et des enfants, sauvegarde, codes de conduite.

Finances

Budget, rapports et préparation à l'audit.

Sécurité

Analyse des menaces, communications chiffrées, réponse aux incidents.

Continuité

Conseil d'administration, succession, échanges entre pairs.

03

Justice économique et climatique

Les Africaines cultivent une grande part des terres du continent, gèrent l'eau et l'énergie des foyers et portent l'adaptation déjà en cours. Garantir leurs droits économiques est la voie la plus directe vers la résilience climatique. L'Afrique produit environ 3 à 4 % des émissions mondiales et en subit une part très lourde.



Mobilisation des organisations membres

PILIER 1

Terre, héritage et moyens d'existence

Réforme des règles coutumières de succession, titres fonciers conjoints, éducation juridique et parajuristes pour les veuves, agroécologie et coopératives de femmes (article 21).

PILIER 2

Justice climatique féministe

Alerte précoce en langues locales, cultures résistantes à la sécheresse, restauration des mangroves, récupération de l'eau de pluie et accès des organisations de femmes aux fonds pertes et préjudices.

PILIER 3

Économie du soin et finance

Reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soin non rémunéré, groupes d'épargne, crédit acceptant des garanties mobilières et travail décent dans l'économie informelle (Convention 189 de l'OIT).

PILIER 4

Transition juste et industries extractives

Cuisson propre et énergies renouvelables communautaires, consentement libre, préalable et éclairé, accords communautaires contraignants, l'eau comme bien public.

OÙ NOUS PLAIDONS

- Négociations de la CCNUCC (COP) avec les coalitions féministes africaines
- Agenda 2063 de l'UA et Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
- Cadres de la CEDEAO sur la terre, le commerce et le financement de l'adaptation
- Articles 19 et 21 du Protocole de Maputo, suivis dans 55 États

OUTILS OUVERTS ET VOIX

- Ressources sur la budgétisation sensible au genre (Ecojustice in Africa)
- Plateforme Action climat avec des données climatiques ventilées par sexe
- Podcast Justice économique (11 épisodes)
- Podcast Justice de l'eau (15 épisodes)

Ce que l'investissement rend possible

Des droits fonciers qui tiennent dans les faits pour les veuves et les filles ; un financement climatique qui atteint d'abord les groupes de femmes grâce au Fonds féministe d'Afrique de l'Ouest ; des budgets qui comptent les femmes, avec la formation de la société civile et des parlements à la budgétisation sensible au genre ; des conditions équitables pour les communautés qui négocient avec les projets miniers, pétroliers et énergétiques.

04

Mettre fin aux pratiques néfastes

En Afrique de l'Ouest, des mères, des pères, des aînés, des responsables religieux et d'anciennes praticiennes choisissent de mettre fin aux pratiques qui blessent les filles et les femmes. Le RFLD soutient ces décisions, en s'appuyant sur les articles 5, 6 et 20 du Protocole de Maputo et sur l'Acte additionnel de la CEDEAO de 2015.



Une aînée prend la parole lors d'un dialogue communautaire

Mutilations génitales féminines

Environ 230 millions de filles et de femmes en vie aujourd'hui ont subi des MGF (UNICEF).

Mariage d'enfants

Environ une jeune femme sur trois en Afrique subsaharienne a été mariée enfant (UNICEF).

Rites de veuvage

Isolement, remariage forcé et dépossession imposés aux femmes en deuil.

Repassage des seins

Aplatir la poitrine des filles pour cacher la puberté, avec des séquelles durables.

Servitude rituelle

Des filles données à des sanctuaires, pratique appelée trokosi dans certaines régions du Ghana et du Togo.

Préférence pour les garçons

Favoriser les fils au détriment des filles pour l'école, la nourriture, les soins et l'héritage.

QUATRE PILIERS DU CHANGEMENT PORTÉ PAR LES COMMUNAUTÉS

PILIER 1

Dialogue communautaire

La méthode des conversations communautaires : bâtir la confiance, partager les savoirs, déclarer publiquement l'abandon et rester redevables. Rites de passage alternatifs et maintien des filles à l'école.

PILIER 2

Leaders et alliés

Chefs traditionnels et reines mères, imams et pasteurs, anciennes exciseuses reconverties, pères et jeunes hommes qui refusent la pratique.

PILIER 3

Loi et application

Lois nationales conformes au Protocole de Maputo, formation de la police, des procureurs et des juges, enregistrement des naissances et canaux de signalement.

PILIER 4

Soutien aux survivantes

Orientation vers une prise en charge médicale, psychosociale et juridique, action d'urgence pour les filles en danger et plaidoyer mené par les survivantes.

AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Coordination transfrontalière

Coordination entre membres et forces de l'ordre sur les corridors Burkina Faso et Mali, Sénégal et Gambie, Ghana, Togo et Bénin, où des familles traversent les frontières pour échapper à la loi, et avec les réseaux de la diaspora.

VOIX ET PREUVES

Podcast, campagne et Baromètre

Un podcast de 16 épisodes sur la fin des MGF, la campagne régionale contre les MGF en Afrique de l'Ouest et le Baromètre de Maputo, rapport annuel bilingue sur la transposition des articles 5 et 6.

05

Femmes, paix et sécurité

Pendant les conflits, les femmes gardent les marchés ouverts et le dialogue vivant de part et d'autre des lignes de fracture. Quand les femmes participent à un processus de paix, l'accord a 35 % de chances de plus de durer au moins quinze ans (ONU Femmes, Étude mondiale, 2015). Notre travail s'appuie sur les résolutions 1325 et 2250 et sur les articles 10 et 11 du Protocole de Maputo.



Militantes du réseau RFLD

Médiatrices

Formation à la négociation, à l'analyse des conflits et à la diplomatie de proximité, et liens au-delà des frontières.

Alerte précoce communautaire

Les femmes signalent les premiers signes de conflit pour que les autorités locales agissent avant la violence.

Survivantes de violences sexuelles liées aux conflits

Documentation en vue de poursuites et orientation vers une prise en charge médicale, psychosociale et économique.

Plans d'action nationaux

Suivi par la société civile pour que les plans Femmes, paix et sécurité disposent de lignes budgétaires et de déclinaisons locales.

Relèvement et justice

Une justice transitionnelle qui traite les crimes fondés sur le genre et un désarmement sensible au genre.

Jeunes bâtisseuses de paix

Mentorat entre générations et place des jeunes dans les processus de paix formels.

06

Droit à la santé

La santé est le terrain où les droits des femmes sont mis à l'épreuve le plus directement. Le RFLD associe le plaidoyer à des données de santé ouvertes, pour que les ministères et les communautés voient où les soins font défaut.

Santé maternelle et néonatale

Santé maternelle, néonatale et infantile en Afrique francophone, en partenariat avec la Fondation David & Lucile Packard.

Maternal Health Data

Données ouvertes sur la santé maternelle pour les plaidoyers et les décideurs.

En finir avec le paludisme

Données et plaidoyer qui placent les femmes et les enfants en premier.

Ma santé, mon droit

Un espace interactif d'éducation à la DSSR pour les jeunes.

LES DONNÉES OUVERTES COMME INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

Le DONNÈSÈ Data Center

Douze outils gratuits et bilingues qui permettent à la société civile, aux journalistes, aux parlementaires et aux étudiants de mesurer les États à l'aune de leurs propres engagements. Les données viennent des membres et des partenaires ; le RFLD les structure et les rend au public pour que le plaidoyer repose sur des preuves.

01

Maputo Protocol Hub

Ratification, transposition et mise en œuvre dans les 55 États de l'UA.

02

Hub CADEG

Conformité des États à la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.

03

Mécanismes de l'UA

Guides en langage clair sur la Commission africaine, la Cour africaine et les organes de l'UA.

04

Plateforme législative ouest-africaine

Lois sur les droits des femmes dans 15 États de la CEDEAO, avec comparaisons.

05

Femmes en politique

Données sur la représentation des femmes dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest.

06

Académie francophone

15 cours gratuits et certifiants pour la société civile francophone.

07

Budgétisation sensible au genre

Outils de suivi budgétaire et références de politique fiscale.

08

African Digital Safety Compendium

Protocoles ouverts de protection numérique des défenseuses et des organisations.

09

Plateforme Action climat

Données climatiques ventilées par sexe et études de cas d'adaptation.

10

Ma santé, mon droit

Éducation interactive à la DSSR.

11

Maternal Health Data

Indicateurs de santé maternelle pour le plaidoyer.

12

Données paludisme

Indicateurs du paludisme sous l'angle du genre.

Collecter

Les membres et partenaires rassemblent lois, budgets, cas et indicateurs dans leurs pays.

Structurer

Le RFLD vérifie, organise et traduit les données en français et en anglais.

Rendre

Les outils reviennent au public, libres d'usage et de citation, sans licence ni frais.

rflgd.org/rfld-countries-data-center



L'équipe du RFLD au travail

APPRENDRE ET SE RENFORCER

L'Académie francophone du RFLD

Quinze cours en ligne gratuits, en français, conçus pour la société civile africaine. Chaque cours associe vidéos, leçons et un quiz final exigeant. Le certificat, signé par la Directrice Afrique et vérifiable en ligne, n'est délivré qu'après avoir suivi toutes les leçons et réussi le quiz.



15

cours gratuits et certifiants

5

écoles thématiques

80 %

score minimal au quiz final

100 %

des certificats vérifiables en ligne

École des droits

Protocole de Maputo, CEDAW et lois contre les violences, Convention de l'UA sur les violences faites aux femmes et aux filles.

École du plaidoyer et de la mobilisation

Théorie et pratique du plaidoyer, espaces civiques et plaidoyer numérique, femmes en action, mobilisation féministe.

École de la paix et de la protection

Résolution 1325, défenseures et défenseurs des droits humains.

École de la justice économique et climatique

Justice climatique, économique et sociale ; les femmes, l'entreprise et le droit.

École du leadership et de la gestion

Leadership afroféministe, gouvernance organisationnelle, politiques internes, RSO pour les ONG.

Avec le soutien de la Coopération allemande : l'Académie est mise en œuvre avec la GIZ pour le compte du BMZ. rflgd.org/hub-francophone

La Suite de gestion RFLD et le programme de résilience organisationnelle

Le RFLD met gratuitement à disposition de ses membres une suite de gestion en ligne : finances, ressources humaines, subventions, suivi-évaluation et conformité. 473 organisations en bénéficient déjà dans le cadre du programme de résilience organisationnelle, avec des vidéos de formation en français et en anglais et un accompagnement de cohorte.

473

organisations bénéficiaires

670

organisations membres

FR / EN

vidéos de formation

Gratuit

pour les membres

SUBVENTIONS

Des fonds qui arrivent en première ligne

Le RFLD redistribue des fonds au moyen de systèmes audités et assume la charge de la conformité, ce qui permet aux bailleurs internationaux d'atteindre des groupes qu'ils ne pourraient pas financer directement.



Partenaires et bénéficiaires du réseau

WAFF

Fonds féministe d'Afrique de l'Ouest

Subventions pour la société civile féministe au Bénin, au Burkina Faso, au Cabo Verde, en Côte d'Ivoire, en Gambie, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Liberia, au Mali, au Niger, au Nigeria, au Sénégal, en Sierra Leone et au Togo. Candidatures et rapports en français ou en anglais.

AGP

Africa Grant Portfolio

Ouverture en janvier 2027 pour les organisations des 55 États de l'UA dirigées par des femmes et des filles, des groupes vulnérables et des personnes handicapées, ou à leur service. Candidatures en français, en anglais ou en portugais.

NOS GUICHETS

Action urgente

Ouverte toute l'année, décision en 5 jours ouvrés : défense juridique, urgences médicales, menaces numériques.

Renforcement des capacités

Salaires, systèmes et planification.

Plaidoyer

Campagnes, recherche et coalitions.

Inclusion des groupes vulnérables

Pour les organisations tenues à l'écart des financements classiques.

Fondé sur la confiance

Financement souple et rapports allégés, y compris des rapports oraux.

Protégé

Filtrage des sanctions et minimisation des données pour la sécurité des partenaires.

Accompagné

Formation financière, contrôles de sécurité, soutien psychosocial et mise en relation avec des bailleurs.

Inclusif

Portage fiscal pour les mouvements non enregistrés, au cas par cas.

DE LA CANDIDATURE AU FINANCEMENT

- Examen de l'éligibilité et des documents, en général sous 10 jours ouvrés après la date limite
- Évaluation par des praticiennes féministes régionales et des expertes thématiques, sur trois à quatre semaines
- Diligence raisonnable proportionnée à la taille de la subvention
- Décision du comité des subventions du WAFF, avec un retour écrit à chaque candidate

CRITÈRES DE NOTATION

Alignement stratégique		25 %
Qualité du projet		25 %
Capacité organisationnelle		20 %
Potentiel d'impact		20 %
Conscience des risques		10 %

RÉSULTATS, RECHERCHE ET VOIX

Ce que le réseau produit et publie

9,78 M

 femmes et filles
accompagnées entre
2013 et 2026

110+

 défenseures formées à la
résilience numérique en
2026

42

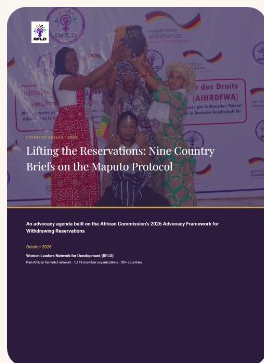
 épisodes de podcast :
justice économique, eau,
fin des MGF

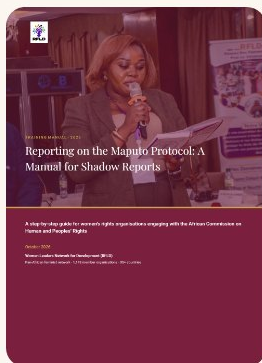
4

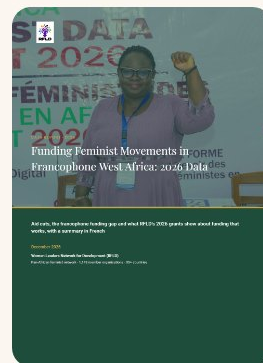
 langues locales pour le
Protocole de Maputo en
audio

Le RFLD a contribué au plaidoyer qui a conduit à la loi béninoise n° 2021-12 sur la santé sexuelle et reproductive.

PUBLICATIONS 2026, EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS


NOTE DE PAYS
Lever les réserves au
Protocole de Maputo

NOTE D'ORIENTATION
Les femmes et l'eau :
l'article 15 du Protocole
de Maputo

MANUEL
Rédiger des rapports
alternatifs sur le
Protocole de Maputo

RAPPORT
Violences en ligne
contre les femmes en
Afrique de l'Ouest et du
Centre

DONNÉES
Financer les
mouvements
féministes en Afrique
de l'Ouest francophone

AUTRES RÉFÉRENCES

- Défenseures des droits humains en Afrique subsaharienne, rapport annuel 2025
- Boîte à outils juridique contre le cyberharcèlement (2026)
- Note sur les jeunes défenseures en Afrique de l'Ouest et au Sahel (2026)
- Baromètre de Maputo, rapport annuel bilingue
- Plan stratégique 2023 à 2028 et rapport annuel 2025

RECONNAISSANCE

- Résolution 602 de la CADHP : le RFLD membre du groupe d'appui à la Rapporteuse spéciale sur les défenseurs
- Coprésidence du Conseil consultatif du programme SEA-T (BMZ/GIZ)
- Membre de la coalition SOAWR pour le Protocole de Maputo
- Profil sur ReliefWeb (UN OCHA)
- Alliance Magazine : l'état du financement féministe en Afrique de l'Ouest francophone

Pour les journalistes et les chercheurs

Des porte-parole sont disponibles en français et en anglais sur le droit des femmes, la DSSR, la sécurité numérique des défenseures, le financement féministe et la société civile africaine. Le Data Center peut être cité librement ; le dossier de presse (rflgd.org/press-kit) contient présentation, faits clés et logos. Contact presse : communications.info@rflgd.org.

GOUVERNANCE ET REDEVABILITÉ

Gouverné par ses membres, vérifié par d'autres

NIVEAU 1

Assemblée générale

Les membres du RFLD. Elle fixe les orientations et élit le Conseil d'administration.

NIVEAU 2

Conseil d'administration

Cinq membres élus le 15 janvier 2026 pour cinq ans. Supervision de la stratégie, des finances et de l'éthique.

NIVEAU 3

Direction exécutive

Direction au quotidien des programmes, des finances et de la conformité dans les six bureaux.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Hélène WOUINSOU Présidente

Ruth HOSSOU Vice-Présidente

Tabiyi Mariam Bertille GBENAGNON Secrétaire générale

Jeannine AGUEH Trésorière générale

Colette KPOSSOU Responsable chargée de l'organisation

Commissaires aux comptes : Marlène SAGBOHAN et Rebecca TCHANVOEDOU, indépendantes du Conseil et de la direction.

DIRECTION EXÉCUTIVE

Dossi Sèkonnou Gloria AGUEH Directrice Afrique et fondatrice

John GBENAGNON Directeur de la stratégie et du développement

Gogo Ashifie Responsable régionale des finances

REDEVABILITÉ FINANCIÈRE

- Audits externes successifs sans réserve, dont 2024 et 2025
- Équivalence 501(c)(3) NGOsource
- Sceau de transparence Candid et publication IATI

POLITIQUES INSTITUTIONNELLES RATIFIÉES

Statuts

Règlement intérieur

Charte de gouvernance du Conseil

Politique de sauvegarde et PSEAH

Lutte contre la corruption et conflits d'intérêts

Gestion des risques

Conformité bailleurs et gestion des subventions

Sous-subventions et gestion des partenaires

Achats

Ressources humaines

Diversité, équité et inclusion

Sécurité numérique et gestion de l'information

SIGNALEMENT

Signalement confidentiel

Toute préoccupation d'intégrité ou de sauvegarde peut être signalée à integrity@rflgd.org ou sur rflgd.org/rfld-report.

DILIGENCE

Documents sur demande

Statuts, comptes audités, charte de gouvernance et politiques sont transmis aux bailleurs sur demande à finance@rflgd.org.

BAILLEURS ET PARTENAIRES

Construire ensemble, sur la durée

Sida

GIZ / BMZ

David & Lucile Packard Foundation

Norad

AFD

CIVICUS

CIDH Africa

DefendDefenders



Rencontre de partenariat

Le RFLD coprécide le Conseil consultatif du programme SEA-T (BMZ/GIZ) et participe aux consortiums CHARM Africa et NAFASI.

MANIÈRES D'INVESTIR

THÉMATIQUE

Partenariat thématique

Un soutien pluriannuel à un domaine d'action, avec un cadre de résultats partagé.

WAFF

Soutien au Fonds féministe

Une redistribution souple dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest, y compris l'action urgente.

STRATÉGIQUE

Partenariat stratégique

Un soutien au Plan stratégique 2023 à 2028 dans les six domaines.

Les dons individuels sont bienvenus sur rflgd.org/donate-to-rfld. Aux États-Unis, il est possible de donner par un fonds orienté par le donateur ou par le RFLD American Friends Fund chez Myriad USA.

PARLER AUX PERSONNES QUI DÉCIDENT

Dossi Sêkonnou Gloria AGUEH**DIRECTRICE AFRIQUE ET FONDATRICE**

Partenariats stratégiques, dons institutionnels et engagements pluriannuels.

agueh.dossi@rflgd.org

John GBENAGNON**DIRECTEUR DE LA STRATÉGIE ET DU DÉVELOPPEMENT**

Partenariats souples, subventions thématiques et nouvelles relations avec les bailleurs.

gbenagnon.john@rflgd.org

Gogo Ashifie**RESPONSABLE RÉGIONALE DES FINANCES**

Comptes audités, conformité, certificat NGOsource et documents de gouvernance.

finance@rflgd.org

Équipe programmes**COLLABORATION PROGRAMMATIQUE**

Collaboration avec les membres, recherche et candidatures.

programs@rflgd.org

Six bureaux

Accra (Bureau Afrique, siège) · Porto-Novo et Dakar (pôles francophones) · Banjul (liaison CADHP) · Lagos (bureau Nigeria) · Igolo (plateforme des membres)

Accra +233 53 496 8866 · Dakar +221 77 541 84 37 · Porto-Novo +229 01 50 02 46 19

rflgd.org
admin@rflgd.org